

Entretien avec Heinz Wismann

Léa Nora

Identité(s) européenne(s)



Philologue, philosophe et infatigable défenseur des « langues de culture », Heinz Wismann a accepté de répondre à nos questions concernant le thème de l'identité européenne, et plus particulièrement du rôle singulier des langues, aussi bien dans la construction identitaire que dans la construction européenne. En tant qu'européens convaincus, notre but serait donc d'atteindre au « funambulisme linguistique ».

Image : L'express

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.

Avant d'aborder notre thème de l'identité européenne, quelle est votre réaction face au Brexit ?

Enfin ! Enfin qu'ils s'en aillent. Les britanniques empêchent un certain nombre d'avancements depuis des dizaines d'années par une diplomatie très efficace. Le Royaume-Uni fait une chose archaïque en sortant de l'Union européenne, il veut garder sa souveraineté nationale traditionnelle et une ancienne influence de nation marchande. Les Britanniques ont le sentiment d'avoir une frontière ouverte et ont ainsi la conviction que la mondialisation peut aller de pair avec un repli sur soi-même. Mais le Royaume-Uni est composé d'entités qui peuvent poser problème. Quid de l'Ecosse ? Les Anglais sont voluptueusement à côté de leurs pompes...

Ce problème existe aussi en Espagne avec un fédéralisme qui émerge. Cette question peut se résoudre à l'échelle de l'Europe avec une Europe des régions. L'idée de certains élus locaux est de créer des grandes régions européennes avec des partenariats entre ces régions, comme entre la Lombardie, la Catalogne, le Baden-Württemberg et l'Aquitaine. Cela n'est pourtant pas facile à gérer avec pays attachés à une protection sociale avec une solidarité nationale.

Cette sortie du Royaume-Uni est-elle donc une opportunité pour l'Europe ?

Cela dépend de nos dirigeants et s'ils vont se montrer à la hauteur. C'est en tout cas une opportunité historique extraordinaire. Il y a toujours eu une ambiguïté historique au sujet de l'Union européenne du fait de l'habileté de la diplomatie britannique. Par ailleurs, l'entrée de nouveaux pays de l'Est, avec l'appui du Royaume-Uni, a dilué le projet européen.

« Les Anglais sont voluptueusement à côté de leurs pompes... »

Avez-vous une approche fédéraliste de l'Europe?

Vous savez, il y a toutes sortes de fédéralismes. On peut lire à plusieurs reprises dans les mémoires de de Gaulle la formule suivante : « l'Histoire étant longue », ce que nos politiciens ont tendance à malheureusement oublier. De Gaulle était de ce point de vue un historien prospectif, il écrit ainsi « le régime des vaincus pourrait se transformer en matrice de fédéralisme » et c'est exactement ce qui s'est passé. Le Général était suffisamment intelligent pour comprendre qu'il y avait un sens de l'Histoire. En réalité le vrai problème historique auquel est confronté l'Europe est celui de la solidarité.

L'Etat-Nation demeure le meilleur cadre pour le développement économique et pour la création d'un espace de solidarité. Les différents Etats-Nations ont merveilleusement bien fonctionné mais se sont ensuite déchirés au nom de l'impérialisme mondial, qui a mené aux guerres du XXe siècle. Après-guerre, pour retrouver une forme de solidarité, deux options se sont dessinées: un marché mondial qui s'autorégulerait et créerait de lui-même les conditions de la solidarité, ou bien la création d'un espace de solidarité qui ne soit pas celui des nations, avec un sous-bassement économique. La première option est plutôt une approche libérale anglo-saxonne, la seconde est l'approche européenne.

La solidarité se définit toujours par rapport à une dette. La question est donc la suivante : comment rendre solidaires en Europe des Etats qui sont des héritiers des Etats-Nations ? Se pose par ailleurs le nouveau problème de gestion de la dette. Face à la dette grecque, il y a eu deux réactions très différentes : d'un côté, une réaction solidaire avec l'idée qu'il existait un

problème à régler ensemble ; de l'autre, l'idée qu'il fallait abandonner le pays. On observe un véritable clivage entre les pays qui ont été façonnés par la Réforme protestante avec une conception théologique de la dette selon laquelle elle est une faute et un péché. A l'inverse, dans les pays où la Contre-Réforme l'a emporté, des moyens de pardonner les péchés véniels ont été fournis. Les pays de la Contre-Réforme acceptent de négocier une dette, il y a l'idée d'un péché pardonnable. Hubert Védrine a parfaitement résumé cela. Il disait que l'on ne peut faire de la politique avec les Allemands, car lorsque l'on aborde les questions vitales, ils ne veulent pas négocier et se réfèrent à la lettre du droit : Pacta sunt servanda, « les conventions doivent être respectées ». Les Français sont moins rétifs à la négociation.

Le fil conducteur de l'Europe doit être la solidarité dans son rapport avec le processus économique. Toute autre approche me paraît complètement illusoire. D'ailleurs, la vérité de l'Europe telle qu'elle existe éclate à chaque fois qu'il y a un problème de solidarité à résoudre. La question qui se pose est donc de gérer la dette de façon collective et solidaire. Le fédéralisme doit instituer la péréquation. Nous avons la péréquation économique en Allemagne, les Länder les plus riches viennent au secours des Länder les plus en difficulté. En Europe l'automatisme de la solidarité n'a pas (encore) été accepté. Il faut donc une solidarité constitutionnellement ancrée qui ne fera plus l'objet de négociations en Europe.

« La construction européenne est dans son ADN post-nationale. »

Que pensez-vous de l'idée d'instaurer une forme de nationalité européenne pour faire fonctionner la solidarité européenne ? Il ne s'agirait pas de post-nationalité mais plutôt de refaire de l'Europe un ferment de nationalité.

Ce serait illusoire, on ne peut plus créer de nation. En sortant de l'Empire soviétique par exemple, des nations ont été créées. L'Europe post-nationale se heurte à la survivance de la mythologie nationale. Cela ne signifie pas que l'héritage des nations soit à sacrifier - en particulier dans son unité culturelle - mais la gesticulation souverainiste est devenue inopérante face au pouvoir des marchés mondialisés. Du fait de cette faible marge de manœuvre, les nations se rabattent sur les questions sociétales. La construction européenne est dans son ADN post-nationale.

Je m'adresse à présent à vous en tant que philologue. Quel est le rôle d'une langue dans la construction d'une identité ?

Les langues maternelles sont un élément indispensable. Celui qui n'a pas de langue maternelle ne peut pas avoir de liens avec d'autres langues. La langue maternelle permet à l'individu d'acquérir des savoir-faire qui offrent des passerelles vers d'autres langues. Aujourd'hui, malheureusement, on a tendance à substituer une langue universelle appauvrie aux langues maternelles. La langue de service se substitue à la langue de culture.

Il faut distinguer le dire du vouloir-dire. On ne fait pas que désigner une chose, on fait apparaître un point de vue sur ce que je dis dans une langue de culture. Prenez le mot « appartenance » en français. Ce mot signifie une manière possible d'appartenir parmi d'autres. La conception de l'appartenance à la française, c'est l'appartement : on met les gens les uns à côté des autres. En allemand, avec « Zugehörigkeit », il faut savoir répondre à une injonction, l'injonction de confesser son appartenance. La fusion est alors plus intense que dans la logique d'appartenance à la française. La langue universelle du globish nous prive de cette dimension de vouloir-dire. La solidarisation ne peut pas avoir lieu, il n'y a qu'une illusion de s'être compris.

Je défends l'enseignement des langues, pour atteindre la possession pleine et entière d'une langue de culture avec toute sa dimension historique et ses ressources sémantiques. Il faut distinguer le dénotatif du connotatif. Le dénotatif est une fonction de la langue qui permet de désigner, de dire les choses. Le connotatif est la fonction du vouloir-dire. Toutes les grandes langues de culture combinent le connotatif et le dénotatif. Les langues artificielles comme l'Espéranto et le globish restent dans le dénotatif. Un exemple très simple le prouve : il est impossible de faire des jeux de mots en Esperanto.

« L'abandon des langues historiques est un mauvais raisonnement [...] on ne peut pas faire de politique avec des langues de service. »

Au XIXe siècle, Louis-Lazare Zamenhof a été l'initiateur de l'Espéranto car il pensait que les conflits de communauté au sein de son village avaient notamment pour origine des problèmes de communication linguistique. Comment analysez-vous cette tentative d'unité linguistique ?

La Bible aborde déjà cette question ! L'homme a toujours eu le complexe de Babel, soit le fait de percevoir la multiplicité des langues comme une punition divine. Nous avons par ailleurs toujours voulu recréer la langue adamique, universelle. Pendant très longtemps on a considéré que les langues historiques différenciées étaient plus ou moins proches de la langue adamique originelle, ce qui impliquait des hiérarchies entre les langues. On pensait par exemple au XVIIIe siècle que la langue française était la plus proche de la langue d'Adam. Dans la Bible, les apôtres se mettent à parler « en langues » et se comprennent parfaitement, ce qui corrige l'idée que le seul moyen de se comprendre serait de retrouver la langue adamique.

La langue adamique est d'ailleurs une langue dénotative, Dieu ayant demandé à Adam de nommer les choses, il ne s'agit pas d'une langue connotative. La dispersion des langues, qui est vue comme une punition à première vue, devient alors un extraordinaire avantage. Soudain, dans sa diversité, le langage humain pratiqué par des gens qui veulent dire une chose radicalement personnelle leur offre un élément pour s'exprimer.

Je n'ai rien contre l'Espéranto dans une situation donnée, je n'ai rien contre l'anglais utilisé par le comité d'exécution d'une firme multinationale pour discuter d'investissements ou d'une stratégie. Mais cela ne suffit pas pour créer une synergie solidaire. Ainsi, le management entièrement basé sur la désignation d'une réalité fait disparaître l'engagement possible des individus dans cette réalité, ce qui est un frein. Il faut inciter les hauts responsables à apprendre les langues historiques des régions dans lesquelles ils travaillent. Récemment, je me suis rendu en Arabie Saoudite pour conseiller un responsable commercial d'une grande firme. Il a dit une chose très révélatrice de l'importance des langues : « *Le problème est que je ne comprends pas ce que me dit mon chauffeur... comment alors vendre des produits cosmétiques qui correspondent à son aspiration ?* ».

Les langues véhiculent quelque chose d'irremplaçable, qu'il faut accueillir et soigner, y compris dans sa propre langue. L'abandon des langues historiques est un mauvais raisonnement. Je ne dis pas que les langues de service sont dispensables : les langages scientifiques ou juridiques sont absolument essentiels, mais on ne peut pas faire de politique avec des langues de service. Nos systèmes d'éducation sont malheureusement à blâmer. Un des facteurs de la violence dans les banlieues est le problème du langage.

Dans la perspective de se réappropriier sa langue maternelle, n'avons-nous pas un problème structurel en France ? Vous déclarez souvent qu'il faut réhabiliter la grammaire, qu'entendez-vous exactement par-là ?

La langue maternelle a plusieurs stades d'évolution. D'abord elle est celle de la mère, fusionnelle puis celle du père et de l'école, dans laquelle l'enfant doit s'exprimer de manière grammaticalisée et ordonnée. Au primaire, le principal objectif est d'apprendre aux élèves à parler leur langue de façon correcte. L'idée est aussi que le langage permet d'éviter des conflits dans les cours de récréation, d'où la nécessité de savoir agencer grammaticalement les choses. Le risque est sinon de se retrouver dans des langues communautaristes où on dit les choses de la même façon que tout le monde les dit, ce qu'on peut aussi appeler des idiolectes. La grammaire, ce n'est pas que la syntaxe, mais aussi la façon d'agencer les mots dans un vers. Le sujet, grâce à la grammaire, parvient à faire dire à la langue plus qu'elle ne dit jusque-là. Les langues de service sont malheureusement dé-grammaticalisées. L'Etat à cet égard doit agir pour faire en sorte que la langue de culture soit la priorité dans l'enseignement élémentaire ! L'éducation est l'un des seuls domaines où les Etats ont conservé leur souveraineté.

Peut-on réellement concevoir des langues non grammaticalisées ?

L'anglais international dont la grammaire est extrêmement rudimentaire. On dit les choses comme on les dit, mais sans faire jouer les contraintes grammaticales qui sont très différentes d'une langue à l'autre. Les différences entre le français et l'allemand sont, à ce titre, fascinantes. Madame de Staël disait : « *La conversation, à bien réfléchir, n'a pas pour but d'établir une quelconque vérité de fait, elle sert à créer une sorte d'électricité qui permet à ceux qui sont trop tendus de se décharger et à ceux qui ne le sont pas assez de se recharger.* ». Il n'y a pas plus belle définition de ce qu'est une conversation. Il n'y a normalement pas de « dernier mot » dans une conversation. L'allemand est une langue où, structurellement, le dernier mot est malheureusement requis. Le français et l'allemand sont, à ce titre, les deux langues en Europe les plus antagonistes par leurs vertus.

Toutes les langues de culture naissent de l'apparition d'une grammaire au sens large, une grammaire politique. Cette grammaire transforme un dialecte, univers linguistique collectif où le sujet n'a pas voix au chapitre, en une langue historique dans laquelle les sujets peuvent s'articuler. Nous devons aux jeunes une éducation qui leur permet d'accéder à la langue maternelle pleine et entière : grammaticalisée, historique. La coopération ne peut pas être promue à l'aide de cette langue purement fonctionnelle. La responsabilité des hauts dirigeants est donc de faire apprendre aux jeunes générations la langue correcte, grammaticalisée.

Il me paraît donc essentiel que les Européens apprennent bien leur langue maternelle, puis une autre langue, pour s'exercer à faire ce type de mouvement entre les deux langues.

Si la pensée d'un individu se construit à partir de sa langue, n'est-ce pas une utopie de vouloir créer une pensée commune au niveau européen et à fortiori une politique européenne ?

C'est une bonne question. Il existe une identité réflexive qui dépend du complexe identitaire d'enracinement. La personne est tiraillée entre deux, voire trois, univers linguistiques différents. Elle est incitée à faire des va-et-vient constants pour chercher dans une langue ce qu'elle ne trouve pas dans une autre au niveau de la réflexion. On a envie de maîtriser les deux langues, tout en sachant qu'on ne peut pas les parler au même moment. Mais on peut emprunter à l'une

pour faire évoluer l'autre. Cela m'arrive moi-même toujours avec l'allemand et le français, bien que ma vraie langue première soit l'italien. C'est du funambulisme. L'individu a alors deux points fixes : sa langue maternelle et la langue aimée. Trouver un compromis, un entre-deux confortable entre ces langues, est illusoire, car ce ne serait alors plus une langue du tout. C'est bien une langue qui doit féconder l'autre et vice-versa. Il me paraît donc essentiel que les Européens apprennent bien leur langue maternelle, puis une autre langue, pour s'exercer à faire ce type de mouvement entre les deux langues. Ce qui est un plaisir. On peut alors se rendre compte que notre identité est détachée de l'enracinement dans un lieu unique.

Comment lutter contre le « désenchantement » de Bruxelles qui est peut-être aussi dû au fait que, bien que nous parlions tous de la même chose, nous ne parvenons pas à nous comprendre réellement en parlant ce « globish » que vous décrivez ?

Il faut arrêter la réforme sur l'éducation. Les « pédagoges » ont pris le pouvoir et leur idéologie consiste à vouloir rendre accessible à moindre frais tout ce qui peut l'être. Ils donnent donc accès à ce qu'on appelle le « petit socle ». Ils raisonnent ainsi depuis le rapport Thélot en 2004, commandé par Chirac. La matière élitiste par excellence, ce sont les langues. Il y a des familles avec des traditions familiales où l'on apprend plus ou moins les langues. Au lieu d'élever le niveau, on supprime la difficulté. C'est de la démagogie. Il faut une prise de conscience de tous les Etats européens.

L'identité européenne est donc pour vous profondément plurilingue/multilingue ?

C'est une identité réflexive qui n'est en aucun cas enracinée. On pourrait dire que cette identité n'est pas substantielle. Je vous renvoie pour comprendre cela aux dernières lettres que le poète Rilke échange avec la poétesse russe Marina Tsétaïeva, fondamentales pour l'Europe. Rilke n'arrivait plus à faire de poèmes en allemand, ni en français. Il s'est confronté à la langue française quelques temps avant d'écrire les Sonnets à Orphée, l'un de ses chefs d'œuvre. Il voulait, par la tension avec le français, libérer sa capacité de composer des poèmes en allemand. Quelques temps plus tard il fit part à Tsétaïeva de ses interrogations sur la langue maternelle. Pour la poétesse, la langue maternelle n'existe pas. Il n'existe pas de poètes russes, français, allemands, mais plutôt des poètes qui font des poèmes « en russe », « en français ». La vraie langue maternelle est celle que le poète crée. Cela vaut pour tout individu : nous nous créons notre langue maternelle. Il y a donc un processus créatif entre les deux langues. Marina Tsétaïeva voulait signifier par là qu'il n'y a pas de fatalité d'un enracinement dont on ne sort pas. Nous sommes tous Européens, si nous sommes capables d'un certain funambulisme entre les langues, puisque les langues reflètent les cultures et les hommes. Toute culture est élitiste, mais nous devons y faire participer ceux qui ne sont pas membres de l'élite. Non pas abolir les privilèges, mais donner au plus grand nombre l'accès à ces privilèges.

« L'Europe offre une chance de réalisation de soi absolument unique. »

Vous sentez-vous Européen ?

L'Europe offre une chance de réalisation de soi absolument unique. Elle n'est pas donnée dans des pays de monolinguisme massif comme aux Etats-Unis. C'est évidemment coûteux et cela se heurte à toute sorte de fatigues et de découragements, mais il y a là une possibilité qui a historiquement existé. Il existe une réelle littérature européenne. Lorsque vous lisez des

romanciers du XIXe siècle français, ils ne sont pas que français, il y a quelque chose d'européen dans leur écriture. C'est comme une création qui nous est rendue possible, c'est une individuation. Pour moi, la naissance même du grand parcours européen avec tous ses virages et embûches, c'est la naissance de l'individu comme valeur à part. Cette reconnaissance de l'individu auto-entreprenant et auto-réalisant est une réelle caractéristique européenne.

Le geste européen est le geste de séparation avec le mythe originel de l'Europe. Zeus arrache Europe à sa famille asiatique. Les premiers Européens sont donc le fruit de cette séparation. L'Europe n'est pas quelque chose de substantiel, de positif. La naissance européenne est un processus dynamique, un geste de séparation. Toutes les productions européennes de valeur sont le résultat d'une séparation féconde. Le progrès scientifique, par exemple, se définit par la séparation féconde qui l'oppose à la tradition antérieure.